

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture - BP 60002
08005 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MÉTAL BLANC SA

48 rue Pasteur
08230 Bourg-Fidèle

Références : E2 - LaP/DeF - n° 25/341

Code AIOT : 0005701056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2025 de l'établissement MÉTAL BLANC SA implanté RUE PASTEUR 08230 Bourg-Fidèle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MÉTAL BLANC SA
- RUE PASTEUR 08230 Bourg-Fidèle
- Code AIOT : 0005701056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Métal Blanc exploite une installation de recyclage de batteries usagées pour la production d'alliages de plomb de seconde fusion et de baguettes de soudure sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface ;
- Eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Actions correctives	AP de Prescriptions Complémentaires du 26/01/2017, article 9.9.1 du Chapitre 9.9	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux de surfaces	AP de Prescriptions Complémentaires du 26/01/2017, Chapitre 9.6	Sans objet
2	Eaux souterraines	AP de Prescriptions Complémentaires du 26/01/2017, Chapitre 9.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection que la surveillance des effets du site sur les milieux aquatiques est réalisée par l'exploitant conformément à son arrêté. Cependant, les analyses et interprétations des résultats ne sont pas satisfaisants. L'exploitant doit prendre en compte les remarques de l'inspection à partir du prochain rapport d'autosurveillance trimestriel (2ème trimestre 2025).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux de surfaces

Référence réglementaire : AP de Prescriptions Complémentaires du 26/01/2017, Chapitre 9.6		
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de surfaces		
Prescription contrôlée :		
La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée comme suit :		
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	Méthode de référence
surveillance des eaux de surface (La Murée)		
pH	Hebdomadaire	NF T 90 008
Chlorures	Hebdomadaire	NF T 90 114
Sulfates (en SO4)	Hebdomadaire	NF T 90 009

DCO	Hebdomadaire	NF T 90 101
MEST	Hebdomadaire	NF EN 872
As	Mensuelle	NF EN ISO 11 885
Cd	Hebdomadaire	NF EN ISO 11 885
Pb	Hebdomadaire	NF EN ISO 11 885
[...]		

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 du présent arrêté sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Prélèvement eaux de surfaces	Mensuelle

Pour la surveillance des eaux de surface, l'exploitant aménage des points de prélèvement en amont et en aval de son (ses) rejet(s) à une distance telle qu'il y ait un bon mélange de ses effluents avec les eaux du milieu naturel.

Constats :

L'exploitant réalise la surveillance des eaux de surface selon les paramètres et les fréquences requis (prélèvements par l'exploitant et analyses par la société Aspect Service Environnement). Les derniers rapports de surveillance ont été transmis à l'inspection (mois de mai et juin 2025).

Des mesures comparatives sont réalisées tous les mois (rapports des mois de mai et juin 2025 transmis). Les prélèvements et analyses sont réalisés par la société Aspect Service Environnement.

Il a été constaté que les points de prélèvement en amont et en aval des rejets sont à une distance telle qu'il y a un bon mélange de ses effluents avec les eaux du milieu naturel.

La restitution des résultats est réalisée sur GIDAF (outil de déclaration et d'exploitation des données d'autosurveillance des industriels) et également via ses rapports d'autosurveillance trimestriels.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux souterraines**Référence réglementaire :** AP de Prescriptions Complémentaires du 26/01/2017, Chapitre 9.6**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines**Prescription contrôlée :**

La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée comme suit :

[...]		
surveillance des eaux souterraines		
La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 6 piézomètres.		
pH	Semestrielle	NF T 90 008
Niveau d'eau	Semestrielle	Méthode reconnue
Sulfates (en SO4)	Semestrielle	NF T 90 009
Chlorures	Semestrielle	NF T 90 101
HCT	Semestrielle	NF T 90 114et NF EN ISO 9377-2
Mn	Semestrielle	NF EN ISO 11 885
As	Semestrielle	NF EN ISO 11 885
Cd	Semestrielle	NF EN ISO 11 885
Fe	Semestrielle	NF EN ISO 11 885
Ni	Semestrielle	NF EN ISO 11 885
Pb	Semestrielle	NF EN ISO 11 885
Zn	Semestrielle	NF EN ISO 11 885
16 HAP	Semestrielle	NF T 90 115

[...]

Constats :

L'exploitant effectue une surveillance des eaux souterraines à partir de 6 piézomètres, comme demandé dans la prescription.

L'état des piézomètres a été vérifié par sondage. L'inspection n'a pas de remarque sur ce sujet.

La restitution des résultats est réalisée sur GIDAF (outil de déclaration et d'exploitation des données d'autosurveillance des industriels) et également via ses rapports d'autosurveillance annuels sur l'ensemble des paramètres prescrits, excepté le pH dans les rapports annuels.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Actions correctives

Référence réglementaire : AP de Prescriptions Complémentaires du 26/01/2017, article 9.9.1 du Chapitre 9.9
Thème(s) : Risques chroniques, Actions correctives
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du titre 9 du présent arrêté, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-6 du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.
Constats : <u>Concernant les eaux souterraines :</u> l'exploitant réalise l'analyse et l'interprétation des résultats dans ses rapports d'autosurveillance annuels. Il compare les résultats obtenus avec les valeurs seuils de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines. Cependant : <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant ne compare pas les résultats obtenus entre les piézomètres en amont et les piézomètres en aval du site ;- pour un piézomètre donné, l'évolution des résultats obtenus au fil des années n'est pas analysée ;- l'exploitant analyse certains résultats sur la base de moyennes annuelles alors que ce n'est pas pertinent (les données obtenues en fonction de la période - basses eaux ou hautes eaux - peuvent varier et il est plus pertinent de comparer les résultats pour un même type de période) ;- aucune interprétation spécifique relative à la zone confinée n'est réalisée ;- l'exploitant ne vérifie pas le sens d'écoulement de la nappe. <u>Concernant les eaux de surface :</u> l'exploitant réalise l'analyse et l'interprétation des résultats dans ses rapports d'autosurveillance trimestriels. Il compare les résultats obtenus avec les valeurs seuils de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique. Il ne compare pas les résultats obtenus avec les normes de qualité environnementale de l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du Code de l'environnement. Le respect de ces valeurs permet de s'assurer de la protection de la santé humaine et de l'environnement alors que les valeurs de l'arrêté du 11 janvier 2007 prennent uniquement en compte l'aspect consommation de l'eau par l'être humain. Pour la plupart des paramètres, l'arrêté du 25 janvier 2010 présente des NQE en moyenne annuelle et également en concentration maximale admissible. Il ressort des prélèvements réalisés que les teneurs en sulfates sont nettement plus élevées en aval qu'en amont du site. L'exploitant a indiqué qu'ils proviennent de l'acide sulfurique présent dans les

batteries.

Il est à noter que ce paramètre ne dispose pas de NQE et qu'il n'a pas été relevé de dépassement des valeurs limites des rejets aqueux du site en juin 2025 pour les sulfates (derniers résultats reçus). L'exploitant a lancé cette année une étude portant sur une nouvelle résine, dans le but de traiter les sulfates. Les essais réalisés en laboratoire sont concluants. Des tests seront réalisés à une échelle industrielle en fin d'année.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à l'analyse et à l'interprétation des résultats en prenant en compte les remarques ci-dessus, à partir du prochain rapport d'autosurveillance trimestriel à transmettre (2ème trimestre 2025).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois